

Service Risques Naturels et Technologiques  
Unité Départementale de la Haute-Corse  
Route d'Agliani – Montesoro  
20600 Bastia

Bastia, le 05/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CORSE EXPANSIF**

Villa La Retraite Fleurie - route d'Alata - 20090 Ajaccio

Références : R-2025-72  
Code AIOT : 0007300008

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement CORSE EXPANSIF implanté LIEU DIT VINACCE 20218 MOROSAGLIA. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CORSE EXPANSIF
- LIEU DIT VINACCE 20218 MOROSAGLIA
- Code AIOT : 0007300008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société CORSE EXPANSIF exploite des installations de fabrication et de stockage de produits explosifs sur la commune de Morosaglia. Le site permet l'approvisionnement en matières explosives des carrières et des chantiers BTP de la Corse.

Les installations, autorisées depuis 1992, sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 2007-214-1 du 02 août 2007 complété par les arrêtés n°2014-045-0005 du 14 février 2014 et n°2B-2022-05-02-000020 du 02 mai 2022.

En outre, le site est encadré par l'arrêté préfectoral n°2008-241-6 du 28 août 2008 modifié instaurant des dispositions de sûreté pour la fabrication et le stockage d'explosifs.

L'établissement est classé "SEVESO seuil haut" au titre de la rubrique 4220.1 (Stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs en quantité supérieure ou égale à 500kg).

## **Thèmes de l'inspection :**

- Prise en compte des remarques de l'inspection des installations classées relatives au complément de l'étude de dangers du site, de novembre 2023 (Indice A) ;
- Protection des installations contre la foudre ;
- Moyens de protection incendie et organisation des secours.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection	Délais <sup>(1)</sup>
1	Mise à jour étude de dangers	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98	Prescriptions complémentaires	-
6	Moyens d'interventions	AP Complémentaire du 02/08/2007, article 7.7.5	Demande d'action corrective	1 mois
7	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 02/08/2007, article 7.7.6.1 et 7.7.6.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	POI	AP Complémentaire du 02/08/2007, article 7.7.7.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Conditions particulières applicables au dépôt de nitrate d'ammonium	AP Complémentaire du 02/08/2007, article 8.3.1.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date du présent rapport

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Protection contre la foudre des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
3	Moyens d'intervention spécifiques	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 2	Sans objet
4	Moyens d'intervention	AP Complémentaire du 02/08/2007, article 7.7.3	Sans objet
5	Moyens d'interventions	AP Complémentaire du 02/08/2007, article 7.7.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce contrôle a mis en évidence certains écarts aux prescriptions réglementaires contrôlées susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives, écarts pour lesquels l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les actions correctives, dans les délais fixés au point 2.2 du présent rapport.

D'autre part, l'inspection est en attente, sous un mois, des justificatifs de conformité à certaines dispositions intéressant la gestion du risque incendie, notamment :

- Détecteur incendie de la zone de rechargement relié à la centrale d'alarme du site, et couplé à la sirène extérieure ;
- Plan du réseau maillé de distribution d'eau destiné à la défense contre l'incendie du site, et les modalités d'utilisation des ressources en cas d'accident.

Par ailleurs, l'examen des compléments à l'étude de dangers 2021 fait apparaître la nécessité de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2007 modifié. Cette mise à jour s'inscrit en vertu des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, afin

d'encadrer le processus de chargement électrique de l'engin de manutention au sein de l'unité de fabrication d'explosifs. L'inspection des installations classées propose également :

- de regrouper l'ensemble des arrêtés préfectoraux actuellement en vigueur pris au titre du Code de l'environnement ;
- de confidentialiser l'acte, au regard de la sensibilité de certaines prescriptions ;
- d'intégrer certaines dispositions de l'arrêté du 4 octobre 2010, notamment celles relatives aux Mesures de Maîtrise des Risques ;
- de mettre à jour les références réglementaires applicables aux installations.

Un projet d'arrêté est annexé au présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Révision EDD de 2021 complétée en novembre 2023 et juillet 2024
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>II.</b> L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. « Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre. « L'étude de dangers est, par ailleurs, réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée : « 1° Dans un délai raisonnable : « a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous-section ;« b) Avant la mise en œuvre de modifications d'installations ou d'activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ;« c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;« 2° Dans le délai de deux ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1° ;« 3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement ;« 4° A tout moment, à l'initiative de l'exploitant, lorsque des faits nouveaux le justifient ou pour tenir compte de nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité, découlant, notamment, de l'analyse des accidents ou, autant que possible, des « quasi-accidents », ainsi que de l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des dangers. « En outre, le préfet peut prescrire un réexamen, par arrêté motivé, après que l'exploitant a été mis à même de présenter ses observations sur le projet d'arrêté. « La notice de réexamen de l'étude de dangers, la synthèse du recensement des technologies et, le cas échéant, l'étude de dangers révisée sont transmis, sans délai, au préfet. « Si l'instruction de l'étude de dangers révisée conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions, le préfet le notifie, dans un délai raisonnable, à l'exploitant. « Si l'instruction de l'étude de dangers conclut à la persistance de dangers inacceptables pour les intérêts protégés en vertu de l'article L. 511-1, le préfet prend un arrêté complémentaire en application de l'article L. 181-14 ou, s'il estime qu'aucune mesure complémentaire n'est de nature à faire disparaître ces dangers, transmet au ministre chargé des installations classées un rapport en vue de la mise en œuvre par ce dernier de la procédure prévue à l'article L. 514-7.

**Constats :**

Le complément à l'étude de dangers 2021 dénommé "Analyse des scénarios d'accidents complémentaires induits par la zone de chargement d'un engin de manutention", de novembre 2023 (Indice A) révisé en juillet 2024 (Indice B), établit les risques et les scénarii d'accidents potentiellement générés par les opérations de charge électrique de l'engin de manutention réalisées au niveau de l'unité de fabrication d'explosifs, sous l'auvent entre les deux conteneurs de stockage de nitrate d'ammonium ainsi qu'à l'entrée du site.

L'analyse préliminaire des risques potentiellement a mis en évidence uniquement des scénarii en risque moindre en termes de probabilité et de gravité. En effet, aucun scénario susceptible d'avoir un impact hors des limites de l'établissement n'a été identifié.

Les mesures de prévention et de protection tant techniques qu'organisationnelles prévues par l'exploitant assurent la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement et sont conformes aux prescriptions réglementaires.

Dans son rapport du 08 avril 2024, l'inspection des installations classées précise :

- Qu'en présence d'ammonitrate dans les conteneurs, la recharge électrique du chariot élévateur soit effectuée uniquement à l'extérieur de la zone sous auvent de manière à éloigner le plus possible cette activité des stockages. Une procédure écrite actera cette modalité opérationnelle,
- Que la zone entre les conteneurs, placée sous auvent, devra être équipée d'un système de détection de fumée et d'incendie, relié à la centrale d'alarme et couplé à la sirène extérieure,
- Qu'elle n'est pas favorable à la mise en place d'un chariot élévateur à batterie lithium-ion sur le site de Corse Expansif.

Par courrier du 22 mai 2024, l'exploitant apporte les informations complémentaires suivantes :

- Remplacement de la prise d'alimentation électrique du poste de charge par une prise renforcée;
- Remplacement du câblage, placé dans un tube rigide apparent ;
- Alimentation électrique du poste de charge systématiquement disjonctée lorsqu'elle n'est pas en service ;
- Mise en place dans l'armoire électrique d'un dispositif d'arrêt d'urgence;
- Mise en place d'un détecteur incendie (fumée et chaleur) relié à la centrale d'alarme et couplé à la sirène extérieure;
- Un poste de charge, situé à l'entrée de l'usine de fabrication, à proximité de l'armoire électrique a été installé, de manière à l'éloigner le plus possible de l'activité de stockage. Lorsque du nitrate d'ammonium est présent dans les conteneurs, le chariot élévateur sera chargé au niveau de la nouvelle zone de charge placée à l'extérieur, à l'entrée de l'usine de fabrication.

Lors du contrôle, l'inspection réalise les constats suivants:

- Le site est équipé de deux chargeurs à batteries monophasés d'une puissance totale électrique de 7,2Kw : un chargeur fixe de 3600W (modèle TA 3SGM 48/60 de marque GNB industrial power) et un chargeur nomade de 3525W (modèle TC1 LT Modular 36/48V 3 kw de marque HAWKER). L'installation de charge n'est pas classée au titre de la rubrique 2925 "atelier de charge d'accumulateurs" (Puissance maximale sup à 50KW).
- L'unité de fabrication d'explosifs dispose de deux zones de rechargement d'engin de manutention (la première disposée sous auvent, et l'autre à l'extérieur à l'entrée du site);
- L'engin de manutention présent sur site est équipé d'une batterie de traction "au plomb";
- L'unité de fabrication du nitrate fuel est notamment équipée d'un extincteur sur roues de 45 kg et d'un RIA;
- Les installations électriques des chargeurs disposent d'un disjoncteur spécifique et d'un bouton d'arrêt d'urgence situés dans l'armoire électrique placée à l'entrée de l'unité de fabrication ;
- la zone de rechargement, située entre les deux conteneurs de stockage de nitrate d'ammonium, est équipée d'un détecteur FIRECAT de chez EATON (Capteur fumée et température);

<p>- L'instruction technique n°22 "Procédure de charges des chariots élévateurs" (Version 3 - mai 2024) établie par l'exploitant prévoit notamment la coupure d'alimentation électrique des installations en dehors des opérations de rechargement et l'interdiction de rechargement d'engin dans la zone sous auvent en présence de nitrate.</p> <p>La société CORSE EXPANSIF a mis en œuvre les mesures techniques et organisationnelles prévues dans les compléments à l'étude de dangers de 2021, en tenant compte des observations formulées par l'inspection des installations classées en avril 2024. Les modifications des conditions de fonctionnement des installations, notamment les opérations de charges des engins de manutention, ne remettent pas en cause les conclusions de l'étude de dangers de 2014. Les phénomènes dangereux demeurent inchangés et le site reste compatible dans son environnement.</p> <p>Les dispositions actuellement en place garantissent la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement, et sont conformes aux exigences réglementaires.</p> <p>Au regard des modifications apportées aux installations, et sur la base des éléments techniques intégrés aux compléments de l'étude de dangers de 2021, de novembre 2023 actualisés en juillet 2024, l'arrêté préfectoral encadrant les activités de la société CORSE EXPANSIF doit être mis à jour afin de prévenir des risques technologiques associés aux activités et de préserver la sécurité publique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu d'apporter tout justificatif attestant que le détecteur incendie FIRECAT (Fumée/température) de la zone de rechargement est bien relié à la centrale d'alarme du site, et couplé à la sirène extérieure.</p> <p>Par ailleurs, il a été rappelé à l'exploitant que l'étude de dangers et ses compléments doivent mentionner le nom des rédacteurs et/ou des organismes ayant participé à son élaboration. Les compléments dénommés "Analyse des scénarios d'accidents complémentaires induits par la zone de chargement d'un engin de manutention", de novembre 2023 (Indice A) et de juillet 2024 (Indice B) devront être repris en ce sens.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires</p>

## N° 2 : Protection contre la foudre des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des protections</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »</p>

<p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis à disposition les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'analyse du risque foudre réalisée en mars 2017 conformément à la norme NF EN 62305-2, accompagnée de l'étude technique en date du 30 mai 2018 et de la notice de vérification et de maintenance, établies par l'organisme APAVE.</li> <li>- Le carnet de bord des installations foudre, ainsi que le rapport de vérification visuelle du 06 juillet 2023 et le rapport de vérification complète du 09 juillet 2024, réalisés par l'organisme APAVE.</li> </ul> <p>Les installations de protection contre la foudre font l'objet de vérifications régulières par l'organisme APAVE. Le rapport de 2023 mentionnait une observation, laquelle a été traitée par l'exploitant. Aucun impact de foudre n'a été recensé depuis 2017 dans le carnet de bord.</p> <p>Les installations de protection contre la foudre, constituant un élément important pour la sécurité du site, sont régulièrement vérifiées et entretenues par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra veiller à la mise à jour rigoureuse du carnet de bord des installations, en y consignnant l'ensemble des modifications et opérations de maintenance effectuées. Les travaux réalisés à la suite des observations formulées lors de la vérification visuelle de 2023 devront y être explicitement mentionnés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Moyens d'intervention spécifiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2014, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sas d'accès au dépôt</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le titre 8 de l'arrêté préfectoral n°2007-214-1 du 02 août 2007 susvisé est complété par le chapitre 8.4 ainsi rédigé:</p> <p>CHAPITRE 8.4- CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU SAS DE RÉCEPTION DU VÉHICULE DE LIVRAISON DES MATIÈRES EXPLOSIVES</p> <p>[...]</p> <p>Article 8.4.2. Matériel d'extinction équipant le sas d'accès au dépôt</p> <p>Le sas situé entre l'entrée du site et l'aire de déchargement doit être équipé:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un dispositif d'extinction constitué d'une lance incendie maintenue en permanence sous pression, alimentée par la réserve d'eau incendie de 120 m3 du site;</li> <li>- 2 extincteurs homologués NF M.I.H. à poudre polyvalente de 9kg de capacité unitaire</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone de chargement/déchargement d'explosifs située au niveau du dépôt est équipée d'une lance incendie ainsi que de deux extincteurs homologués NF M.I.H. à poudre polyvalente de 9kg.</p> <p>L'exploitant précise que la lance incendie est maintenue en charge et alimentée par le réseau incendie du site (Cf. remarque n°6 du présent rapport).</p> <p>Les dispositions du présent article apparaissent respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/08/2007, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni la liste des moyens de protection incendie ainsi que les plans d'implantation de ces équipements. Les extincteurs et les RIA ont fait l'objet d'une vérification le 02 décembre 2024 par l'organisme SERDEF. Durant cette intervention deux RIA ont été remplacés. Les 3 hydrants présents sur le site ont fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement par les services de secours de la commune de Morosaglia, en date du 24 avril 2025 (Courriel du CIS de Ponte Leccia du 30 avril 2025). La réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> a fait l'objet de vérifications les 04 et 24 avril 2025 (Exercice POI) par l'exploitant. Ce dernier précise que l'ensemble de ces vérifications est réalisé à minima annuellement. Ces contrôles sont inscrits sur le registre sécurité du site. Le suivi des moyens d'intervention incendie n'appelle pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens d'interventions

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/08/2007, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protections individuelles du personnel d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Des équipements de protection individuelle adaptés aux risques encourus sont mis à disposition du personnel susceptible d'intervenir en cas d'accident. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.
<b>Constats :</b> Les quatre membres du personnel sont dotés des EPI suivants : Casque, gants et chaussures de sécurité. Il s'agit de messieurs Sylvain TROJANI, Cyril GASPARI, Yoan FORMENTI et Thierry FERRANDI. Ces derniers ont suivi une formation incendie le 09 décembre 2024 dispensée par l'organisme SERDEF. L'exploitant déclare que les équipements de protection individuelle sont adaptés pour permettre au personnel d'intervenir dans toutes les situations accidentelles prévues dans le Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement, conformément aux fiches réflexes ainsi qu'aux consignes de sécurité et d'intervention associées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 6 : Moyens d'interventions

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/08/2007, article 7.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• 4 extincteurs homologués NF M.I.H à poudre, polyvalents de capacité minimale de 6 kg, répartis de la façon suivante :<ul style="list-style-type: none"><li>- 1 extincteur à proximité de l'aire de stationnement du dépôt</li><li>- 1 extincteur dans la chambre réceptrice du merlon</li><li>- 1 extincteur à proximité du local de stockage des explosifs</li><li>- 1 extincteur à proximité du local de stockage des détonateurs<ul style="list-style-type: none"><li>• 2 extincteurs à poudre polyvalente de 9 kg de capacité unitaire :</li></ul></li><li>- 1 extincteur à proximité immédiate de l'unité de fabrication d'explosifs</li><li>- 1 extincteur à côté du brûloir<ul style="list-style-type: none"><li>• Les ressources en eau devront permettre notamment, à l'exploitant et aux services de lutte contre l'incendie, de disposer, en toutes circonstances, à moins de 100 mètres de l'unité de fabrication, d'un volume de 120 m<sup>3</sup> d'eau sur 2 heures mis en œuvre par l'une des deux solutions suivantes :<ul style="list-style-type: none"><li>- un ou plusieurs hydrants raccordés à un réseau d'eau susceptible de fournir 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures (respect des normes NF-S 62-200 et NF-S 63-213 ou NF-261-211)</li><li>ou</li><li>- un réservoir de toute nature utilisable par les services de lutte contre l'incendie.</li></ul></li></ul></li></ul></li></ul> L'ensemble du réseau fixe d'eau incendie sera protégé contre le gel.
<b>Constats :</b> L'aire de stationnement du dépôt, la chambre réceptrice, le local de stockage d'explosifs ainsi que le local de stockage des détonateurs sont équipés d'extincteurs homologués NF M.I.H à poudre, polyvalents de capacité minimale de 9 kg. L'unité de fabrication d'explosifs est équipée d'un extincteur sur roue à poudre de 45kg. Le brûloir n'est pas équipé d'extincteur. Concernant les ressources en eaux, le site dispose de 3 hydrants normalisés raccordés au réseau d'eau du site ainsi que d'un bassin en béton d'une capacité de 120 m <sup>3</sup> .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La zone du brûloir doit être équipée d'un extincteur à poudre polyvalente de 9 kg . Par ailleurs, l'exploitant est tenu de fournir le plan du réseau maillé de distribution d'eau destiné à la défense contre l'incendie du site, alimenté à la fois par le réseau d'eau brute communal et par une réserve de 120 m <sup>3</sup> . Il devra également préciser, le cas échéant, les modalités techniques et organisationnelles permettant l'utilisation de l'une ou l'autre de ces ressources en cas d'accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/08/2007, articles 7.7.6.1 et 7.7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes générales et particulières de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.7.6.1: La consigne générale de sécurité définit les règles générales d'accès et de sécurité dans les enceintes pyrotechniques. Elles comportent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction de fumer, de porter tous articles de fumeurs ainsi que l'interdiction, sauf permis spécial, de porter des feux nus, des objets incandescents, des allumettes ou tout autre moyen de mise à feu ;</li><li>- l'interdiction pour chaque salarié de se rendre à un emplacement de travail sans motif de service, sous réserve de l'observation des consignes de sécurité, cette interdiction ne s'applique pas aux représentants du personnel dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées par les lois et règlements ;</li><li>- l'interdiction de procéder, dans les locaux pyrotechniques, à des opérations non prévues par les instructions ou consignes en vigueur ;</li><li>- l'obligation, pour le personnel, de revêtir, pendant les heures de travail, les vêtements, coiffures, chaussures et autres moyens de protection individuelle fournis par le chef d'établissement ;</li><li>- l'interdiction pour le personnel d'emporter des matières ou objets explosibles ;</li><li>- les mesures à observer pour la circulation et le stationnement des véhicules de toute nature et des personnes à l'intérieur de l'établissement ;</li><li>- les dispositions générales à prendre en cas d'incendie ou d'explosion (moyens d'extinction à utiliser...) ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, de la gendarmerie, de l'inspection, etc ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;</li><li>- les conditions d'accès à l'établissement.</li></ul> Article 7.7.6.2: La consigne particulière à chaque zone (fabrication, stockage d'explosifs, stockage de détonateurs et brûloir) précise notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la liste limitative des opérations qui sont autorisées dans ce local et les références aux instructions de service qui doivent y être appliquées ;</li><li>- la nature et les quantités maximales de matières ou objets explosibles et, le cas échéant, de toutes autres matières dangereuses pouvant s'y trouver et être mis en œuvre, ainsi que leur conditionnement et les emplacements auxquels ils doivent être déposés ;</li><li>- le nombre maximal de personnes, appartenant ou non au personnel de l'établissement, qui est autorisé à y séjourner de façon permanente et de façon occasionnelle lorsqu'il contient des matières ou objets explosibles ;</li><li>- la nature des déchets produits, la quantité maximale de ceux-ci qui peuvent y être entreposés et leur mode de conditionnement ;</li><li>- la conduite à tenir en cas d'incendie, en cas d'orage ou en cas de panne de lumière ou d'énergie ou à l'occasion de tout autre incident susceptible d'entraîner un risque pyrotechnique</li><li>- les vêtements et équipements de protection individuelle devant être portés par les opérateurs</li><li>- la liste limitative des outils et matériels mobiles pouvant être utilisés.</li></ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une consigne générale de sécurité définissant les règles générales d'accès et de sécurité dans les enceintes pyrotechniques.</li> <li>- d'une consigne particulière pour le stockage d'explosifs et de détonateurs, de mars 2025 (Révision 5).</li> <li>- d'une consigne particulière pour la fabrication d'explosifs, stockage d'explosifs, stockage de détonateurs et brûloir) de mars 2025 (Révision 5).</li> </ul> <p>Ces consignes sont affichées à l'intérieur du dépôt et au niveau de l'unité de fabrication.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de consigne particulière concernant le brûloir.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place une consigne particulière liée au brûloir conforme aux dispositions du présent article. Cette consigne sera portée à la connaissance de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/08/2007, article 7.7.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>1-</b> L'exploitant met à jour le Plan d'Opération Interne (P.O.I.) de l'établissement établi sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I. pour mise en application des articles 2.5.2 et 3.2.2 de l'instruction ministérielle du 12 juillet 1985.</p> <p><b>2-</b> Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et d'information et les moyens qu'il mettra en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.</p> <p>Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarii d'accident envisagés dans l'étude de dangers. Il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur situé à moins de 3 heures de délai d'acheminement.</p> <p>Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p><b>3-</b> L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'organisation de test périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention ;</li> <li>• la formation du personnel intervenant ;</li> <li>• l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;</li> <li>• l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites ;</li> <li>• la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou</li> </ul>

suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage) ;

- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I. qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

**4-** L'instance représentative du personnel est consultée par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis de cette instance est transmis au Préfet.

Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet du P.O.I. qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.

**5-** Le P.O.I est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion.

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte-rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions lui est adressé.

#### **Constats :**

L'exploitant a mis à jour le Plan d'Opération Interne (P.O.I.) de l'établissement en juin 2023.

Ce document est intégré au dossier d'alerte du site, accompagné des consignes générales d'intervention (maj avril 2024) prévues à l'article 7.7.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2007 modifié.

Cette mise à jour ne comporte pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'exploitant réalise annuellement un exercice POI en liaison avec les sapeurs pompiers de Morosaglia. Les derniers exercices ont été réalisés le 06 mai 2024 et le 28 avril 2025.

L'inspection n'a pas été informée préalablement de la date des exercices et n'a pas été destinataire des comptes rendus.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de mettre en conformité son Plan d'Opération Interne avec les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 pré-cité. En particulier, le POI devra inclure, au minimum, les informations et données prévues aux points a à j de l'annexe V de cet arrêté.

De plus, il convient de rappeler à l'exploitant que l'inspection des installations classées doit être informée systématiquement des dates d'exercices POI et destinataire des comptes rendus accompagnés si nécessaire d'un plan d'actions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Conditions particulières applicables au dépôt de nitrate d'ammonium**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/08/2007, article 8.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 3. Les conteneurs ne doivent comporter aucune installation électrique. Si des réparations matérielles exigent l'emploi d'appareils à feu ou flamme dans le local, celui-ci doit être complètement vidé au préalable du nitrate qu'il renferme. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses". Les conducteurs sont établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit. Les commutateurs, les coupe-circuit, les fusibles, les moteurs, les rhéostats doivent être placés à l'extérieur. Il doit exister un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force ou lumière, placé en dehors du dépôt, sous la surveillance d'un préposé responsable. Le courant doit être coupé pendant les heures de repos et le soir après le travail. [...]
<b>Constats :</b> Un circuit et une prise électriques utilisés pour l'alimentation du chargeur électrique de l'engin de manutention sont fixés sur la paroi extérieure d'un conteneur de nitrate d'ammonium.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les deux conteneurs de stockage de nitrate d'ammonium ne doivent comporter aucune installation électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois